

Annexe aux modalités de contrôle des connaissances 2016-2017

Les modalités de contrôle des connaissances ont été adoptées par la CFVU le 23 avril 2015. Le contenu de certains articles est complété par chaque composante afin de tenir compte des spécificités et des orientations pédagogiques de chaque formation.

UFR Arts, Philosophie, Esthétique Licence Arts mention Arts du spectacle Parcours Cinéma

(Annexe validée par le conseil d'UFR le 19 octobre 2016)

I – VALIDATION DES ÉTUDES

1 –Détail du nombre d'épreuves, de leur nature (écrites/orales), de leur durée, de leur coefficient ainsi que la répartition éventuelle entre le contrôle continu et le contrôle terminal. (*Article 5*)

Chaque enseignant précise au début du semestre le nombre d'épreuves qui constitueront le contrôle continu. Ces épreuves peuvent consister en un travail écrit, soit en temps limité (partiel) soit avec une échéance précise à respecter, ou encore en un travail oral (exposé).

2 - Modalités éventuelles de choix entre contrôle continu et contrôle terminal. (*Articles 6 et 7*)

Le contrôle continu est la règle du contrôle des connaissances, sauf certaines conditions exceptionnelles conduisant à son aménagement (cf. point 3).

3 - Conditions de dispense du contrôle continu ou de son aménagement. (*Article 6*)

Les conditions de dispense du contrôle continu ou de son aménagement sont notamment envisageables de manière exceptionnelle pour les étudiants en situation de handicap, ou rencontrant un problème de santé important (absence de trois semaines ou plus) ou rencontrant des difficultés liées à son activité professionnelle (selon les modalités prévues par la « Charte de l'étudiant(e) en situation professionnelle ou assimilée »). Dans chacun des cas, l'étudiant doit

4 – Précisions relatives aux notes retenues dans le cadre de la session 2. (**Article 7**)

(Il s'agit généralement la note du contrôle terminal et dans certains cas la moyenne entre la note du contrôle continu et la note du contrôle terminal)

La note du contrôle valant comme session de rattrapage se substitue à la moyenne antérieure de l'étudiant dans l'EC concerné.

5 – Cas particuliers des EC n'ouvrant pas droit à la session 2. (**Article 7**)

(Stage, Mémoire...)

Certains EC, en raison du travail demandé, rendent impossible une 2^e session. Il s'agit des EC suivants : « Exercices de réalisation 1 » (9B), « Exercices de réalisation 2 » (10B), « Acquisitions Techniques Spécialisées » (11A), « Atelier de réalisation 1 » (15A), « Atelier de réalisation 2 » (16A), « Acquisitions Techniques Professionnelles » (16B), « Mémoire de licence » (17B), « Stage obligatoire » (18A).

6 – Cas particuliers des EC avec une note plancher de 10 (**Article 12**)

(Uniquement pour des raisons de réglementation nationale ou de spécificités professionnelles. Une telle disposition dérogatoire doit être explicitement intégrée dans la maquette du diplôme et avoir été validée par la CFVU)

7 - Date limite pour une demande de renonciation dans la limite de 5 EC sur l'année (**Article 8**)

8 – Modalités de réinscription à un EC non acquis (**Article 13**)

(Réinscription l'année suivante ou réinscription obligatoire le semestre suivant ou l'EC est proposé)

Si un EC non obtenu est proposé au semestre suivant, l'étudiant a la possibilité de se réinscrire dans cette EC pendant la même année universitaire.

II – POURSUITE D'ÉTUDES AU NIVEAU SUPÉRIEUR

1 - Nombre de crédits ECTS minimum exigé pour autoriser le passage de niveau à l'issue de la session 2. (**Article 14**)

(Le minimum est fixé à 30 crédits en règle générale et peut être fixé à 48 ECTS au plus)

Le nombre de crédits ECTS minimum exigé pour autoriser le passage de niveau à l'issue de la session 2 est fixé à 30 ECTS.

2 – Modalités de passage au niveau supérieur (**Article 14**)

(Passage en conditionnel (AJAC) ou redoublement avec autorisation à prendre des EC en crédits)

La poursuite d'études dans un semestre de l'année supérieure est possible pour tout étudiant ayant validé 30 ECTS au moins de son année antérieure.